

*Das Belgrader KSZE-Folgetreffen : Der Fortgang des Entspannungsprozesses in Europa. (In Beiträgen und Dokumenten aus dem Europa-Archiv)*, édité par Hermann Volle und Wolfgang Wagner, rédigé par Walter Bödingheimer. Bonn, Verlag für Internationale Politik GMBH, 1978, X+214 p.

Théofil I. Kis

Volume 11, numéro 4, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701123ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701123ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kis, T. I. (1980). Compte rendu de [*Das Belgrader KSZE-Folgetreffen : Der Fortgang des Entspannungsprozesses in Europa. (In Beiträgen und Dokumenten aus dem Europa-Archiv)*, édité par Hermann Volle und Wolfgang Wagner, rédigé par Walter Bödingheimer. Bonn, Verlag für Internationale Politik GMBH, 1978, X+214 p.] *Études internationales*, 11(4), 760–763.  
<https://doi.org/10.7202/701123ar>

guerre russo-japonaise de 1904-1905. Sur cette période des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle aux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, caractérisée par les croissances démographique, économique, technologique et militaire du monde occidental, la conséquence en étant une aussi vigoureuse poussée coloniale en Afrique et en Asie, les auteurs résument divers schémas d'explication : analyses marxistes qui cherchent les causes de l'impérialisme dans la constitution du capital financier et dans la quête incessante de matières premières, rangeant parmi les conséquences de cet impérialisme « la survie provisoire du capitalisme, les luttes interimpérialistes et la déstructuration des pays colonisés » (p. 32) ; nombreuses analyses non marxistes également, qui ont pour trait commun le rejet d'un lien de causalité entre les développements du capitalisme et de l'impérialisme et qui mettent l'accent ou bien sur des théories socio-économiques ou bien sur l'explication politique, une pluralité de facteurs s'imposant pour maints spécialistes.

La deuxième partie de l'ouvrage examine la persistance, après la Seconde Guerre mondiale, de l'impérialisme à l'ère de la décolonisation. Si à la fin des années 50 l'étude des relations internationales ne visait plus de théorie générale sur le propos qui nous occupe mais livrait plutôt « un foisonnement de théories partielles » (p. 65), la majorité des penseurs considérant que « l'impérialisme a cessé d'être aujourd'hui un phénomène central des relations internationales » (p. 72), le néo-marxisme a surgi parallèlement avec ce raisonnement général : « le développement du centre et le sous-développement de la périphérie sont deux éléments complémentaires et indissociables d'un même processus qui s'inscrit dans la structure du système capitaliste international » (p. 84). Les thèmes spécifiques élaborés par le néo-marxisme — causes, moyens et conséquences de l'impérialisme — connaissent d'ailleurs une variété d'accents et des divergences au sujet, particulièrement, du lien capitalisme - impérialisme et des thèses latino-américaines sur la dépendance vivement critiquées par certains marxistes orthodoxes.

Revenant sur la difficulté de cerner le concept, l'ouvrage rappelle en conclusion « que la notion d'impérialisme avait été déve-

loppée pour signifier le mouvement d'expansion coloniale et de compétition des puissances, qui est apparu vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », alors que « de nos jours, dans le prolongement de cette perspective, le terme d'impérialisme désigne non seulement ce mouvement, mais aussi toute conduite expansionniste d'un État visant à soumettre d'autres entités politiques » (p. 120). Terme polysémique que les inévitables choix idéologiques et politiques rendent d'usage polémique, l'impérialisme n'a pu donner lieu à des conceptualisations irréprochables chez les marxistes et chez les non marxistes. « C'est pourquoi aucune de ces conceptualisations ne devrait être acceptée sans réserves » (p. 121). Pour terminer cette approche schématique et sereine convenant bien à une collection encyclopédique, deux souhaits quant à l'interprétation future de l'impérialisme : moins d'ethnocentrisme et plus de contacts entre les divers courants de pensée, surtout entre les non marxistes et les théoriciens de la dépendance, ce qui permettrait de concevoir le thème plus rigoureusement et jetterait quelque lumière nouvelle sur les relations internationales.

Jean-Marie LONCOL

Département d'histoire,  
Université de Montréal

*Das Belgrader KSZE-Folgetreffen: Der Fortgang des Spannungsprozesses in Europa. (In Beiträgen und Dokumenten aus dem Europa-Archiv),* édité par Hermann Volle und Wolfgang Wagner, rédigé par Walter Bödingheimer. Bonn, Verlag für Internationale Politik GMBH, 1978, X+214 p.

C'est le deuxième volume des études et des documents relatifs à la rencontre à Belgrade en automne 1977 et en décembre 1978 de la conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe que publie Verlag für Internationale Politik à Bonn. Le premier volume, publié en 1976, portait sur les documents et interprétations de l'Acte final d'Helsinki relatif à la conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe signé par 33 pays européens, les États-Unis et le Canada le 1<sup>er</sup> août 1975.

Tout comme le premier volume, ce deuxième est également remarquable par la qualité et la diversité des articles et des documents qu'il réunit et qui sont reproduits de la revue *Europa-Archiv* (1977-1978).

Le volume est divisé en deux parties, une première reproduisant neuf articles écrits d'ailleurs par quelques-uns des grands noms qui ont directement ou indirectement participé aux conférences en question, la deuxième les documents.

Les thèmes traités dans les articles concernent : la situation en Europe entre Helsinki et Belgrade, la conférence de Belgrade en 1977-1978 et son importance pour la détente en Europe, Belgrade et la « troisième corbeille » (droits de l'homme, contacts humains, informations, culture et éducation), la conférence de Belgrade vue dans l'optique de la Yougoslavie, de l'Allemagne, des Pays-Bas, des États-Unis et de la Suisse, ainsi qu'un article traitant les perspectives de la détente en Europe à la lumière de l'Acte final d'Helsinki.

Ce recueil d'articles présente une synthèse des faits et résultats des conférences d'Helsinki et de Belgrade, et projette les perspectives de la prochaine rencontre à Madrid en septembre 1980. Les analyses sont présentées selon une méthode scientifique positive. Les renseignements y sont puisés soit par l'observation directe des événements ou dans les documents originaux. Les réflexions des auteurs, recourant aussi aux opinions d'autres spécialistes, sont marquées par le souci d'objectivité et d'équilibre entre le « pour » et le « contre », mais aussi par un engagement personnel. C'est pourquoi on ne saurait être trop reconnaissant aux contributeurs de nous avoir donné sur le sujet des interprétations de première main.

Quelques propositions et conclusions ont retenu notre attention. L'article de C. Gasteyer (d'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, Genève) souligne trois phénomènes qui se sont manifestés à la suite de l'Acte final d'Helsinki, sans toutefois avoir beaucoup contribué au rapprochement Est-Ouest et à la neutralisation des perturbations et des contre-coups politiques. Il s'agit : 1) de

l'intensification des relations économiques Est-Ouest, qui, ont abouti aux lourds endettements des pays du Comecon ; 2) de l'intensification des discussions sur la sécurité et le désarmement en Europe, un sujet qui est cependant traité par les intéressés seulement comme s'il s'agissait d'un problème marginal ; 3) de l'intensification des controverses concernant la « troisième corbeille » dont l'objectif était, à la Conférence d'Helsinki en 1975, d'améliorer le climat en Europe à force de dialogues et d'échanges entre les peuples, et par une meilleure circulation de l'information, des idées et des personnes. Dans ces trois domaines, existe toujours un écart entre les grandes attentes et les minces résultats, surtout en ce qui concerne la « troisième corbeille ».

Dans son article G. van Well (secrétaire d'État du ministère des Affaires extérieures d'Allemagne) examine la mise en application des dispositions de la « troisième corbeille » de l'Acte final relatives à la réunification des familles allemandes séparées en URSS, en Pologne et en Roumanie et se félicite des succès et des perspectives encourageantes. Quant à l'Acte final lui-même, l'auteur nous met en garde de ne pas le confondre avec la détente elle-même. Il estime qu'il faut considérer cet Acte plutôt comme une expression de la détente en Europe. Enfin, l'auteur estime que l'Acte final d'Helsinki ne relève pas exclusivement des rapports « Est-Ouest », mais dans une grande mesure aussi de « tout le monde », puisqu'y ont souscrit aussi bien les « engagés », les « non-engagés » et les « neutres », ces deux derniers jouant un rôle de médiation considérable.

E. Gazzo (rédacteur en chef de la revue *Europe* à Bruxelles) s'interroge sur le « contenu » des « corbeilles » et en conclut qu'elles ne sont pas aussi vides qu'on le pense généralement. Même si elles l'étaient, mieux vaudrait des « corbeilles vides que des corbeilles pourries ». Autrement dit, l'Acte final d'Helsinki n'est pas un document « contrefait » qui contient des « mauvaises choses ». Il n'est pas non plus une abdication de l'Occident, bien que les principes sur lesquels est fondé cet Acte, comme le « non-emploi de la force », l'« inviolabilité » des frontières d'États, la « non-intervention » dans les affaires internes

ou le « respect » et la « défense » des droits de l'homme soient de nature « négative ». C'est ainsi que les « documents d'Helsinki » placent l'Est dans une position défensive et l'Occident dans la position offensive.

P. Fisher (ambassadeur, chef de la délégation allemande à la Conférence de Belgrade) dans son article considère la rencontre de Belgrade comme un examen de la Conférence de sécurité et de coopération européenne (CSCE) et comme une innovation diplomatique, une nouvelle pratique dans la politique internationale, jamais expérimentée par les États souverains et encore moins par des États aux systèmes sociaux différents.

C'est dans cette nouvelle technique que réside l'originalité et la « réussite » de la rencontre. Toutefois, il n'y eut pas qu'un dialogue constructif Est-Ouest, puisque les accusations mutuelles se substituèrent aux discussions des problèmes réels. L'auteur souligne enfin le rôle positif qu'ont joué les neutres et les non-engagés, sans pour autant avoir réussi à surmonter les contradictions qui opposent toujours l'Est et l'Ouest.

L'Acimovic (directeur de la section des relations internationales de l'Institut de la politique internationale et de l'économie, Belgrade) examine la rencontre de Belgrade selon trois perspectives: 1) dans celle de son mandat, 2) dans celle des attentes des deux côtés (Est et Ouest); et 3) dans celle du contexte international dans lequel la rencontre s'est déroulée. Compte tenu de ces circonstances, la rencontre n'était pas un échec, mais un « succès minimal », ne fût-ce que parce que les pays signataires se sont engagés à continuer le dialogue à la prochaine rencontre à Madrid en septembre prochain. L'auteur signale également l'effort de médiation exercée par les neutres et non-engagés, bien qu'ils n'aient pas atteint leur objectif visant à reconcilier les deux superpuissances.

H. van der Meulen (Institut néerlandais des affaires extérieures) traite la position des Pays-Bas à l'égard de l'Acte final d'Helsinki et de la rencontre de Belgrade. Il y souligne l'incompatibilité du principe de l'autodétermination des peuples européens avec la « doctrine Brezhnev », et insiste pour que la défense

des principes inscrits dans l'Acte final d'Helsinki soit valable non seulement pour les gouvernements concernés, mais à plus forte raison pour les peuples et les individus touchés par le conditionnement politique de l'Europe. L'auteur estime qu'il est irréaliste de penser que l'URSS puisse respecter et appliquer les principes de la CSCE. La rencontre de Belgrade ne peut pas être considérée comme un succès.

M. Nimetz (conseiller du département d'État américain, délégué américain à la CSCE) évalue la CSCE et la rencontre de Belgrade ainsi que les perspectives de la rencontre prochaine à Madrid à peu près dans les mêmes termes que ceux de M. van der Meulen, mais souligne en plus les « pertes » morales et politiques subies par l'URSS. Les accusations américaines de violation par l'URSS des principes de la CSCE sont considérées par l'auteur comme l'exercice des droits et de l'obligation, et pas comme une ingérence dans les affaires internes de l'Union soviétique; c'est la raison d'être même de l'Acte final d'Helsinki, estime l'auteur. La CSCE est conçue comme un processus continu qui ne fait que démarrer, et ne doit s'arrêter ni à Belgrade ni à Madrid. L'auteur conclut que l'URSS ne doit pas sousestimer l'importance primordiale de l'Acte final d'Helsinki et plus particulièrement les dispositions de la « troisième corbeille » pour les peuples européens. Quant à l'Occident, il doit continuer à adopter une attitude positive à l'égard des prochaines rencontres de la CSCE, malgré les obstacles rencontrés à Belgrade.

B. Simma et D. Schenk (Institut du Droit international à l'Université de Munich) examinent l'Acte final de Helsinki et la Conférence d'examen de Belgrade qui en est la suite dans l'optique de leur validité et de leur caractère obligatoire en droit international. Et ceci à la lumière d'une « proposition suisse » du 18 septembre 1973 élaborée sous l'inspiration du professeur L. Bindschedler. Les auteurs préconisent le besoin d'exégèse des termes et des concepts juridiques, ainsi que la vérification de la « justifiabilité » par une troisième partie neutre, étant donnée que la formulation des documents de Helsinki est le résultat des compromis politiques n'ayant comme valeur que celle d'un « droit international politi-

que ». L'article s'adresse surtout aux spécialistes.

Le deuxième article de C. Gasteyger termine le volume en s'interrogeant sur les perspectives de la détente en Europe à la lumière de l'insuccès de la rencontre de Belgrade. Il soutient deux propositions à cet égard : d'abord que le nouveau dialogue Est-Ouest initié par la CSCE perd progressivement en substance et n'engendre pas d'optimisme pour l'avenir ; et deuxièmement, que malgré les défauts manifestes de toute la CSCE, aucune autre formule diplomatique n'offre de substitution valable aux techniques politiques élaborées dans l'Acte final d'Helsinki. Une de ces techniques qui doit être particulièrement appréciée est celle qui permet aux occidentaux de s'adresser à la population de l'URSS et à celle des pays de l'Europe de l'Est directement, sans passer par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs. C'est d'ailleurs la technique que l'URSS emploie déjà depuis toujours à l'égard de l'Occident.

En somme, le volume est d'une lecture fort instructive, fructueuse, et peut retenir l'attention d'un grand nombre de lecteurs, concernés par les problèmes des droits de l'homme, de la sécurité internationale en Europe et par les relations Est-Ouest. Il s'adresse plus particulièrement aux diplomates, aux spécialistes en politique internationale, aux publicistes et aux chercheurs.

Théofil I. KIS

*Département de science politique  
Université d'Ottawa*

### ÉCONOMIE INTERNATIONALE

HELLAWELL, Robert (Ed.), *United States Taxation and Developing Countries*, New York Columbia University Press, 1980, 452 p.

Le livre est un compte rendu d'une conférence qui s'est tenue en novembre 1978. On y trouve dix textes, chacun suivi soit de commentaires d'un critique, soit du résumé d'une discussion générale, soit des deux.

Le but du recueil est de faire le tour de deux questions qui font l'objet de débats depuis un certain temps aux États-Unis à savoir : quels sont les effets des dispositions fiscales actuelles sur le niveau d'investissement des multinationales américaines dans les pays en voie de développement et aux États-Unis et doit-on les changer ?

On peut diviser le contenu du volume en trois groupes : description, critique et analyse. Dans le premier groupe on doit inclure l'ensemble du texte de Robert Anthoine, texte qui décrit de façon générale le traitement fiscal des investissements dans les pays en voie de développement des États-Unis et de sept autres pays dont le Canada. Les textes de Harvey P. Dale, de Richard C. Pugh, de Robert J. Patrick Jr. et de Stanley S. Surrey s'attardent pour leur part à l'un ou l'autre aspect des mécanismes fiscaux qu'ils décrivent alors en plus grand détail. Ainsi Dale et Surrey examinent les crédits d'impôts, Pugh le report de l'impôt et Patrick les traités fiscaux.

Ces quatre textes peuvent également être classés en partie dans le groupe critique. En effet leurs auteurs suggèrent diverses modifications aux mécanismes fiscaux existants. De même on doit inclure dans ce groupe les textes de William S. Vickrey et de Carl Shoup qui, plus économiques que les quatre cités ci-haut, qui sont tous l'oeuvre d'avocats, portent moins sur le choix des mécanismes différents que sur les raisons économiques justifiant ce choix. Ainsi Vickrey fait clairement ressortir les conséquences économiques de ne donner un crédit que pour les impôts sur le revenu des corporations. Quant à Shoup il développe une typologie intéressante des effets du système d'imposition américain sur les systèmes des pays en voie de développement, en distinguant entre l'effet de réaction, l'effet de tradition et l'effet d'émulation. Finalement on retrouve dans le groupe critique le texte de Canute R. Miller qui examine le point de vue des pays du Tiers-Monde face à la politique fiscale américaine et qui cherche à placer l'analyse de cette politique dans le contexte des discussions portant sur le nouvel ordre économique mondial.

Finalement dans le groupe analogue on retrouve deux textes. Celui de Robert Frank et